

Sommet 2010 du G8 de Muskoka

Un programme pour le développement mondial

Pauvreté, réforme économique et changement climatique domineront les débats

En 2010, le Canada sera l'hôte du monde entier. Les Jeux olympiques de Vancouver et le Sommet du G8 de Muskoka seront l'occasion pour des millions de personnes de prêter attention au Canada, à sa géographie, ses valeurs, ses politiques et ses façons d'agir. Si 2008 fut l'année de la Chine, 2010 sera celle du Canada. Les Canadiens et Canadiennes sont fiers d'arborer, lors de leurs voyages à travers le monde, le drapeau canadien en tant que symbole de la démocratie du Canada, de son ouverture d'esprit et de sa préoccupation pour les droits de la personne. Encore est-il que nos grandes réalisations d'antan sur le plan international, qu'il s'agisse des contributions canadiennes à l'établissement du maintien de la paix internationale, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, au traité d'Ottawa d'interdiction des mines terrestres et à la Cour pénale internationale, sont aujourd'hui assombries par des appréhensions au sujet du rôle que le Canada exerce actuellement dans les négociations concernant le changement climatique, l'Afghanistan, la réforme de l'économie mondiale ainsi que de son approche au problème de la pauvreté sur le plan international.

Lorsque les dirigeants se rassembleront, en juin 2010, pour le Sommet de Muskoka, une opportunité sans précédent se présentera aux Canadiens et Canadiennes de réaffirmer le rôle de chef de file humanitaire mondial du Canada. Le premier ministre a identifié quatre domaines susceptibles de donner de l'impulsion au programme : l'économie mondiale, le changement climatique, le développement et la gouvernance démocratique. Une coalition large et diverse d'organisations de la société civile canadienne demandent au Canada de saisir l'occasion du sommet pour que l'éradication de la pauvreté, la reprise économique pour tous et la justice environnementale figurent au centre du programme international.¹ Des solutions justes et durables, reposant sur l'application des normes en matière de droits de la personne, devraient souligner les obligations des États envers les personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté et l'insécurité. Nous espérons collaborer avec le gouvernement et les citoyens du Canada en vue de promouvoir un nouveau modèle de mondialisation socialement responsable, économiquement durable et juste du point de vue de l'environnement.

Une période cruciale pour agir

¹ Le présent document a été préparé par le Comité canadien de coordination de la société civile du G8 de 2010. Ses membres comprennent les organisations suivantes : Forum Afrique-Canada, Amnistie internationale, AQOCI, Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, Conseil canadien pour la coopération internationale, Carrefour canadien international, Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation (ACCME), Congrès du travail du Canada, Société canadienne de santé internationale, Réseau action climat Canada, Partenariat interreligieux 2010 du G8, Groupe pour l'accès mondial aux traitements, Coalition de l'Initiative d'Halifax, Coalition interagence sida et développement, KAIROS - Initiatives canadiennes oecuméniques pour la justice, Abolissons la pauvreté Canada, Oxfam Canada, Oxfam Québec, Institut Pembina, Plan Canada, Résultats Canada, Aide à l'enfance - Canada, UNICEF Canada, Vision mondiale Canada.

Le contexte prévu pour 2010 sera difficile. La pauvreté demeure une réalité pour la vie quotidienne de près de trois milliards de personnes,² qui sont pour la plupart des femmes et des enfants, dont la vaste majorité habite des régions rurales. Ces travailleurs et travailleuses économiquement faibles font face à un accès restreint à l'emploi, la nourriture, l'éducation, l'eau potable propre, l'hygiène et les services de santé.³ En Afrique, plus de 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, alors que 300 millions de personnes sont dans la pauvreté absolue. Elles gagnent moins de 1,25 \$ US par jour.⁴

Il était prévisible que la crise financière et celle du climat, qui va en s'aggravant, heurtent plus gravement les personnes qui sont dans la pauvreté. Des pressions économiques et environnementales, telles que le coût élevé du carburant et autres facteurs de production agricoles, se sont conjuguées pour augmenter le prix des produits alimentaires de première nécessité, qui est au-delà des possibilités financières de millions de gens. Dès la fin de 2008, l'augmentation des prix de la nourriture avait, selon les estimations, grossi de 109 millions les rangs des personnes en état de sous-alimentation permanente, établissant leur nombre à plus d'un milliard.⁵ Prises dans une spirale descendante de crises climatiques, alimentaires et financières systémiques et interdépendantes, des millions de personnes supplémentaires pourraient, en 2009 et 2010, aboutir en situation d'extrême pauvreté.

Dans les pays du G8, nous ressentons aussi ces pressions à l'intérieur de nos frontières, particulièrement parmi les pauvres. Le fait que des millions de personnes sont sans emploi ou sous-employées a réuni les conditions favorisant un repli sur soi prenant la forme d'une tendance à « l'achat chez nous », qui se manifeste actuellement aux États-Unis et au Canada. Le coût des opérations de sauvetage d'entreprises de premier plan dépassant toute attente, plusieurs personnes se demandent si nous avons les moyens de résoudre des problèmes à l'extérieur de nos frontières. La décision de l'Italie d'amputer son budget de développement destiné à l'extérieur est un symptôme des pressions qui s'exercent sur les pays du G8 dans la perspective d'un retour à des politiques de repli sur soi, qui ne peuvent qu'exacerber les problèmes plutôt que de les améliorer. La crise économique ne doit pas être utilisée comme prétexte pour répéter les erreurs du passé et d'ignorer la possibilité actuelle que nous avons de progresser vers un modèle de développement économique durable d'envergure mondiale. L'action combinée des crises économique, alimentaire et climatique démontre clairement la réalité de l'interdépendance mondiale et la nécessité de penser aux solutions dans une perspective globale.

Trois priorités interdépendantes

Nous demandons instamment au Canada de préparer pour 2010 un programme du G8 qui s'emploie à résoudre les crises économiques et climatiques mondiales dans le contexte du développement durable. Nous appelons à une action dans trois larges secteurs :

² *Global Issues – Social, Political, Economic and Environmental Issues That Affect Us All*, Shaw, Anup; March 2009, <http://www.globalissues.org/article/26/poverty-facts-and-stats>.

³ L'UNICEF estime que 25.000 enfants meurent chaque jour en raison de la pauvreté (voir Shaw, Anup, op. cit.). 75 % des cas d'extrême pauvreté sont le fait des régions rurales où l'agriculture constitue la principale activité économique. <http://www.ifad.org/poverty/pr.htm>.

⁴ *Global poverty and inequality : a review of the evidence*, Ferreira, Francisco H.G.; Ravallion, Martin, World Bank Development Research Group, May 2008, http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2008/05/19/000158349_20080519142850/Rendered/PDF/wps4623.pdf.

⁵ Pour des détails supplémentaires, voir <http://www.fao.org/news/story/en/item/8836/icode/>.

1. La lutte contre la pauvreté
2. La transformation du système financier et économique mondial
3. Le changement climatique

Première priorité : la lutte contre la pauvreté

La crédibilité du G8 à propos de l'enjeu de la lutte contre la pauvreté repose sur la façon dont il a tenu ses promesses antérieures. Les engagements-clés du G8 pris à Gleneagles (2005) arrivent à échéance en 2010. Le Canada est en bonne position en tant que chef de file dans ce domaine en raison du fait qu'il est l'un des deux seuls pays du G8 ayant honoré leurs engagements de Gleneagles en faveur de l'Afrique subsaharienne. Notre engagement était le plus réduit des donateurs du G7 en volume et le troisième plus petit par rapport à l'ADP en pourcentage du RNB projeté.⁶ Collectivement, les dirigeants du G8 risquent de se trouver en défaut par rapport à leurs engagements, qui vont des enjeux relatifs à l'aide publique au développement (APD) et à la santé jusqu'à la réforme du commerce. Bien que d'importants progrès aient été accomplis en matière d'effacement de la dette, la crise financière compromet les gains en agitant la menace d'une nouvelle et plus profonde crise d'endettement. L'échec du G8 par rapport au respect de ses engagements en matière d'aide est particulièrement préoccupant étant donné les données de plus en plus nombreuses indiquant que les récentes augmentations dans l'aide au développement ont apporté des résultats réels et mesurables. L'aide ne constitue qu'une partie de la solution pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté, mais elle est indispensable. Rien qu'en Afrique, les citoyens ont utilisé les flux monétaires des APD pour offrir des traitements contre le sida à près de 3 millions de personnes, réduire de façon spectaculaire les décès causés par la malaria et aider à la scolarisation de 34 millions d'enfants supplémentaires.⁷

La priorité du G8, à Muskoka, devrait être de se conformer aux engagements pris à Gleneagles et préparer la voie pour réduire l'écart entre les engagements formels et les mesures nécessaires à remettre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sur les rails.⁸ Ne disposant plus que de cinq ans avant l'échéance de 2015, le sommet sera, pour les gouvernements du G8, un moment décisif pour faire le point sur les progrès accomplis et déployer un effort intensif pour corriger les écarts les plus flagrants et les insuffisances dans la concrétisation de leurs objectifs. Dans le but d'honorer leurs engagements antérieurs et les recommandations portant sur l'éducation,⁹ l'eau,¹⁰ les soins de santé,¹¹ le VIH et le sida, le travail décent¹² et l'Afrique,¹³ les dirigeants du G8 devront au même moment améliorer les mécanismes de

⁶ One International, Rapport DATA 2009.

⁷ Rapport DATA 2009, ONE, Résumé exécutif, page 2.

⁸ Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), au nombre de huit, ont été adoptés par 192 États membres de l'ONU et doivent être atteints d'ici 2015. Ils répondent aux principaux défis mondiaux en matière de développement.

⁹ L'Éducation pour tous a été adoptée à Dakar, en 2000, et réaffirmée par le G8 en 2000 (Okinawa), 2001 (Gênes), 2002 (Kananaskis), 2005 (Gleneagles), 2006 (Saint-Petersbourg), 2007 (Heiligendamm) et 2008 (Hokkaido).

¹⁰ G8 2003 (Évian).

¹¹ G8 2008 (Hokkaido).

¹² G8 2009 Recommandation des ministres de l'Emploi au Sommet du G8. Selon l'OIT, la notion de travail décent comprend les principes et les droits fondamentaux qui s'appliquent au travail, les possibilités de revenus tirés d'un emploi, la protection et la sécurité sociales, ainsi que le dialogue.

¹³ G8 2002 (Kananaskis); G8 2005 (Gleneagles). La réunion du G8 de 2002 à Kananaskis a établi, sous l'impulsion du Canada, le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement en Afrique) pour faire face aux

responsabilisation par la mise sur pied de plans d'action concrets comportant des calendriers précis. Ceux-ci comprennent :

1. Le respect des engagements prévoyant d'investir 60 milliards de dollars pendant cinq ans dans les ADP pour lutter contre le VIH et le sida, ainsi que d'autres infections, renforcer les systèmes de santé et permettre, d'ici 2010, un accès universel à la prévention, aux traitements, soins et services.¹⁴
2. Respect des engagements prévoyant d'investir 1,5 milliard de dollars dans la santé maternelle.¹⁵
3. Respect des engagements prévoyant d'investir 20 milliards de dollars dans la sécurité alimentaire, l'intervention en nutrition et la protection sociale en vue de porter assistance au milliard de personnes faisant face à une faim chronique.
4. Respect des engagements, de la part du G8, visant à fournir une juste part des 11 milliards de dollars en financement annuel nécessaires à la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous et des OMD relatifs à l'éducation et l'alphabétisation.

obstacles les plus flagrants au développement africain. Au Sommet de Gleneagles de 2005, les pays du G8 s'engagèrent à doubler leur aide à l'Afrique.

¹⁴ Heiligendamm, *Déclaration du Sommet Croissance et responsabilité en Afrique*, 8 juin 2007, paragraphe 48; Déclaration des chefs du sommet G8 Hokkaido Toyako, 8 juillet 2008, paragraphe 45 (a).

G8 Summit, 2005, Gleneagles Communiqué, 18 (d)

¹⁵ Sommet du G8 de 2007 à Heiligendamm, *Croissance et responsabilité en Afrique. Déclaration du Sommet*, 8 juin 2007, 50 pages. Note : tous les montants en dollars mentionnés dans ce document sont exprimés en dollars US.

5. Respect des engagements pris à Gleneagles prévoyant une aide additionnelle de 50 milliards de dollars, dont la moitié est destinée à l'Afrique d'ici 2010, ainsi que d'une promesse concernant la détermination d'un calendrier selon lequel les pays du G8 atteindront les objectifs de l'ONU en matière d'aide, qui représentent 0,7 % de leur revenu national brut.

Priorités de développement essentielles en 2010

Les perspectives pour le Canada de faire valoir un programme de développement mondial en 2010 sont les suivantes :

Perspective : prévenir la mortalité féminine et juvénile

Chaque année, plus de 500 000 femmes, y compris des adolescentes, meurent de causes reliées à la grossesse et 9,2 millions d'enfants décèdent avant l'âge de cinq ans. Les causes principales de la mortalité féminine et juvénile sont bien comprises et les moyens d'y faire face, qui consistent en interventions simples et abordables, sont bien connues.

En 2007, le Canada assura la direction de l'Initiative catalytique pour sauver un million de vies (IC), qui est multilatérale. L'IC était fondée sur un projet pilote destiné à fournir, à peu de frais, un ensemble intégré d'interventions ayant des incidences majeures dans le but de sauver les vies des mères, des nouveaux-nés et des enfants. Les méthodes sont éprouvées et largement appuyées par les organisations canadiennes axées sur l'enfant.¹⁶ Les résultats préliminaires sont remarquables : lorsque le programme fut appliqué dans sa totalité, les taux de mortalité des enfants en dessous de cinq ans furent réduits de 20 % approximativement pour la moitié des coûts prévus. Des résultats semblables devraient être répétés.

Nous pouvons :

- Augmenter la contribution du Canada à l'IC en appuyant un plus large éventail d'interventions vitales à l'intention des enfants et des femmes durant la grossesse, l'accouchement et la petite enfance dans les pays bénéficiaires, y compris un appui aux systèmes de santé financés par l'État.
- Augmenter l'influence du rôle mobilisateur du Canada en obtenant l'adhésion des autres dirigeants du G8 de manière à étendre la portée mondiale de l'initiative et en faisant appel à la participation des pays qui présentent les taux les plus élevés de mortalité maternelle, juvénile et des nouveaux-nés.
- Charger la *Campagne mondiale pour les objectifs de développement du millénaire en matière de soins* de créer un plan d'action mondial sur la santé maternelle, juvénile et des nouveaux-nés de façon à rendre cohérente les initiatives internationales de réalisation des OMD 4 et 5.
- S'engager, d'ici 2015, à financer l'écart global existant entre les taux actuels d'engagement et ce qui est nécessaire à la réalisation des OMD relativement à la santé juvénile et maternelle.

Perspective : mettre à profit l'excellent bilan du Canada en matière de sécurité alimentaire

En 2009, le Canada a désigné la sécurité alimentaire comme étant un thème prioritaire pour son aide publique au développement et a annoncé 600 millions de dollars sur trois ans pour sa contribution à l'initiative de sécurité alimentaire du G8. Cela faisait suite à l'annonce tant attendue de la part du Canada, en 2008, à débloquer toute l'aide alimentaire canadienne. En 2010, le Canada a la possibilité de poursuivre

¹⁶ L'IC donne la priorité à la prévention de la maladie, au renforcement de l'ensemble des systèmes de santé et à la formation des travailleurs et travailleuses de la santé; les interventions sont guidées et déterminées par les plans des pays locaux.

cet excellent bilan et d'encourager davantage le progrès mondial vers une meilleure sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

Nous pouvons :

- Rendre cohérente la sécurité alimentaire mondiale et obliger les intervenants à en rendre compte grâce à une stratégie à long terme qui résout les problèmes de commerce, d'aide, d'agriculture et d'industrie, et qui tient les gouvernements pour responsables de leurs engagements.
- Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le biais de l'investissement dans la production agricole durable sur une échelle réduite et le développement rural des pays en voie de développement.
- Diriger les négociateurs commerciaux de manière à promouvoir les réglementations internationales du commerce et les conditions de prêt qui permettent aux gouvernements des pays en développement de financer la production alimentaire durable locale et de protéger les petits producteurs et les consommateurs de l'instabilité des cours et du commerce déloyal.
- Promouvoir les politiques de renforcement des droits et de la participation des femmes et des enfants ruraux dans toutes les interventions portant sur la sécurité alimentaire. Il est nécessaire, pour y remédier, de porter une attention particulière à la double discrimination subie par les filles à cause de leur genre et de leur âge.

Perspective : confirmer l'initiative du G8 sur le VIH et le sida

Nous avons accompli des progrès substantiels dans la prestation de services reliés au VIH au bénéfice de millions de gens, domaine où le Canada a joué un rôle de premier plan. Par exemple, le Canada a pris une part active dans l'accomplissement de la campagne « trois d'ici 2005 », dont l'objectif de fournir, d'ici 2005, un traitement antirétroviral à 3 millions de personnes fut finalement réalisé en 2007. Les nouvelles infections parmi les enfants ont aussi diminué, grâce à la mise à niveau des services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant.¹⁷

Bien que nous pouvons nous féliciter de ces succès, le sida est encore loin d'être vaincu. Pour chaque groupe de deux personnes qui débutent un traitement, cinq nouvelles infections de VIH sont constatées. Environ 70 % des personnes qui ont besoin d'une thérapie antirétrovirale n'y ont pas accès. En 2009, bien que les dirigeants du G8 ont réaffirmé leurs engagements préalables au VIH et au sida, ils n'ont pas fourni de plan ni établi de cibles concrètes permettant de tenir ces promesses. À La Maddalena, ces dirigeants ont aussi réaffirmé la valeur du Fonds mondial, mais n'ont pris aucun engagement visant à financer son manque à combler actuel de l'ordre de 35 milliards de dollars.

En 2010, le Canada sera l'hôte du sommet où l'une des plus importantes initiatives du G8 - le Fonds mondial - est confrontée à un manque de financement dévastateur et l'un de ses plus importants engagements - l'accès universel - demeure sous financé. Dans ce contexte, alors que 5 000 personnes meurent du sida et de maladies connexes chaque jour, les dirigeants du G8 doivent matérialiser leurs engagements en actions concrètes pour les pays sous forme de promesses, d'engagements et d'échéances permettant d'atteindre les cibles du Fonds mondial et de l'accès universel.¹⁸

À Muskoka, si le Canada pouvait rétablir sa course pour atteindre les objectifs prévus pour chaque pays en matière d'accès universel qui visent à garantir que 6,7 millions de personnes profitent du traitement

¹⁷ ONUSIDA, Rapport annuel, 2008.

¹⁸ AIDs and Global Health, UNAIDS, 2009.

susceptible de leur sauver la vie, 2,6 millions de nouvelles infections de VIH et 1,3 million de décès pourraient alors être évités.

Nous pouvons :

- Accélérer les efforts en vue de respecter les engagements pris pour développer et mettre en oeuvre une réponse globale au VIH pour permettre, d'ici 2010, un accès universel à la prévention contre le VIH et le sida, ainsi qu'aux traitements, soins et services qui leur sont nécessaires.¹⁹
- Réaffirmer notre engagement à l'égard du financement de 5 % du Fonds mondial de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, au cours de chacune des cinq années à venir et renforcer le financement des systèmes de santé nationaux.
- Améliorer l'accès aux médicaments susceptibles de sauver des vies en réglant le problème du régime canadien d'accès aux médicaments. Ceci exigera que des modifications nécessaires soient apportées dans le but de rationaliser le processus d'agrément des fabricants de produits génériques en vue de fournir les pays en développement en médicaments à faible coûts. En particulier, le Parlement devrait légiférer l'« accord de licence unique » recommandé par les ONG et autres experts - une licence unique portant sur un médicament breveté qui permettrait son exportation vers tout pays en voie de développement couvert par la loi, sans qu'il y ait de restrictions établies préalablement sur la quantité ou de délais arbitraires.
- Renforcer le mécanisme de suivi du G8 portant sur les engagements relatifs à la santé mondiale.

Perspective : mettre l'accent sur l'eau et l'hygiène en tant que fondements de la santé

La cause de maladie la plus importante à l'échelle mondiale est le manque d'eau potable et d'installations d'assainissement adéquates. Les investissements dans l'eau et l'assainissement ont manifestement pour conséquence une réduction de la mortalité juvénile et maternelle et devraient être effectués en conjonction avec des initiatives visant à renforcer les systèmes de santé publique et les mesures s'appliquant à la lutte contre des maladies spécifiques. Près de 900 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable en toute sécurité. Un nombre supplémentaire de 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à l'assainissement de base.²⁰ L'amélioration de la qualité de l'eau et de l'hygiène pourrait réduire de 10 % le fardeau économique total de la maladie.²¹

Nous pouvons :

- Susciter des engagements à l'égard d'objectifs quantitatifs et d'un plan d'action précis en vue de permettre l'accès à l'eau propre et à l'hygiène de façon à exercer un rôle catalyseur par rapport à d'autres secteurs du développement et établir ainsi les fondements de l'amélioration de la santé, de l'éducation et de la productivité économique.

Perspective : faire progresser l'Éducation pour tous

L'éducation est communément considérée comme un facteur essentiel de la lutte contre la pauvreté, de l'amélioration de la santé, de la réalisation de l'égalité entre les genres et de l'accession à la prospérité économique. En 2000, lors du Forum mondial sur l'éducation de Dakar, les gouvernements du monde

¹⁹ Communiqué de Gleneagles, 2005 : Afrique points 17 et 18 (d).

²⁰ *Progress in Drinking-water and Sanitation: special focus on sanitation*. Joint Monitoring Report Programme for Water Supply and Sanitation, WHO/ UNICEF, 2008. En outre, 1,5 million d'enfants meurent chaque année de maladies diarrhéiques résultant de la consommation d'eau insalubre et de conditions d'hygiène déficientes. http://www.wssinfo.org/en/40_MDG2008.html.

²¹ Safe Water, Better Health, WHO, 2008. http://esa.un.org/WHO_CB_eng.pdf

entier ont établi six objectifs précis de « l'Éducation pour tous » devant être atteints d'ici 2015.²² Malgré l'échéance imminente de 2015, 75 millions d'enfants ne sont pas encore scolarisés, dont plus de la moitié sont des filles. Plus de 50 % de ces enfants vivent dans des pays affectés par des conflits.

Nous pouvons :

- Honorer nos engagements en contribuant, selon une part équitable, au financement nécessaire à la réalisation, d'ici 2015, des six objectifs de l'Éducation pour tous et des OMD reliés à l'éducation et à l'alphabétisation. L'obtention de succès dans la concrétisation de ces objectifs ne réduira pas seulement la pauvreté, mais établira aussi des assises solides pour la productivité économique et le développement démocratique futurs.

Perspective : assurer que la reprise économique fasse appel au principe du travail décent pour tous

La présence de bons emplois constitue une prémisse pour toute stratégie de lutte contre la pauvreté, de redressement des inégalités et de promotion de la justice économique. Le chômage et le sous-emploi contribuent fortement à la pauvreté. L'OIT s'attend à ce qu'en 2009, le chômage touchera 239 millions de travailleurs et travailleuses à travers le monde, les pires résultats enregistrés jusqu'à présent pour la création d'emploi. À l'échelle mondiale, 200 millions de ces travailleurs pourraient rejoindre les rangs des 1,2 milliard d'entre eux qui vivent avec moins de 2 \$ par jour.²³

²² Les six objectifs de l'EPT sont : 1) développer les soins et l'éducation destinés à la petite enfance; 2) fournir un enseignement primaire gratuit et obligatoire pour tous, notamment pour les filles, les enfants en difficulté et les minorités ethniques; 3) promouvoir l'acquisition de connaissances et de compétences nécessaires dans la vie courante pour les jeunes et les adultes; 4) augmenter de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, notamment des femmes; 5) éliminer les disparités de genre dans l'enseignement primaire et secondaire, d'ici 2005, et dans l'éducation en général, d'ici 2015; et 6) améliorer tous les aspects de la qualité de l'éducation..

²³ Global Employment Trends Update, International Labour Organization, May 2009.

Nous pouvons :

- Établir des mécanismes de transition en matière d'emploi de façon à reconverter et réintégrer au sein de la vie économique active ceux et celles qui ont été déplacés pour des raisons de restructuration économique ou de bouleversements écologiques.
- Donner notre appui à la proposition de l'Organisation internationale du travail quant à la création d'un Pacte mondial pour l'emploi fondé sur le *Programme pour le travail décent*.²⁴

Perspective : consolider et renforcer les progrès accomplis en Afrique

Le G8 a promu sous la houlette du Canada, à Kananaskis, en 2002, le *Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD)* pour s'attaquer aux obstacles les plus flagrants au développement africain et éradiquer la pauvreté sur le continent. À Gleneagles, en 2005, le Canada promet de doubler son aide à l'Afrique d'ici 2008, objectif qui a été atteint en 2008-09. L'Afrique se démarque cependant aujourd'hui comme le continent où la pauvreté s'est aggravée de la façon la plus intense à cause de la crise financière.²⁵ Entre le début de la crise et la fin de 2009, le revenu de l'Afrique dans son ensemble devrait chuter de 13 %, ce qui représente 49 milliards de dollars.²⁶

Nous pouvons :

- Renouveler l'engagement à l'égard de l'Afrique par l'établissement d'une initiative de développement post-G8-Afrique 2010 déterminée par la participation des gouvernements africains et leurs populations affectées par la pauvreté.
- Assurer que cette dernière est efficace par l'extension du mandat du Représentant personnel pour l'Afrique et l'incorporation d'objectifs propres à l'Afrique au sein de chacun des engagements mentionnés ci-dessus.
- S'engager à accroître et améliorer les programmes d'aide à l'Afrique axés sur l'éducation, les systèmes de santé et l'agriculture durable.
- Offrir notre appui à une réglementation efficace des investissements dans les pays africains pour assurer que l'investissement soit socialement responsable.

Deuxième priorité : transformation du système économique et financier mondial

Les conséquences de la crise financière sur les pays en développement sont dévastatrices : un nombre additionnel de 46 millions de personnes vivent avec moins de 1,25 \$ par jour; la croissance des exportations, exacerbée par le manque de financement commercial disponible et la chute des cours des produits de base, s'essouffle rapidement; l'investissement direct provenant de l'étranger est en retrait,

²⁴ Ce pacte a pour but de rendre à forte intensité d'emplois et non discriminatoire en matière de genres, la réaction mondiale à la reprise, et de promouvoir une croissance durable comprenant l'accès aux crédits pour les petites et moyennes entreprises ainsi que pour les exploitants agricoles, spécialement dans les pays en développement.

²⁵ L'UNESCO estime que les travailleurs et travailleuses les plus pauvres en Afrique verront leur revenus diminuer d'environ 20 %, une proportion bien plus élevée que dans les pays du G8. La malnutrition juvénile est censée causer, en Afrique, le décès de 200.000 à 400.000 enfants par an. Un recul constaté dans l'éducation primaire pour tous devrait affecter de nombreux pays, y compris le Mozambique, l'Éthiopie, le Mali, le Sénégal et le Rwanda, qui ont tous fait l'objet de progrès substantiels au cours des dernières années. Voir : Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009 - *Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance* <http://www.unesco.org/en/efareport/reports/2009-governance/>. Voir aussi la présentation des auteurs du rapport, Kevin Watkins et Patrick Montjourides à : http://portal.unesco.org/en/files/44668/12360113951/watkins_UNESCOFutureForum.ppt/watkins_UNESCOFutureForum.ppt.

²⁶ *Where does it Hurt? The impact of the financial crisis on developing countries*, Action Aid, March 2009; http://www.actionaid.org.uk/doc_lib/where_does_it_hurt_final.pdf.

entraînant à la fois la dévaluation des devises locales et l'augmentation du prix des importations. La dévaluation est peut-être une préoccupation plus grande que l'inflation. La diminution des envois de fonds provenant des travailleurs et travailleuses des pays affectés par la récession signifie que les familles des pays en développement, qui en dépendent pour accroître leur revenu, ne sont plus capables de subvenir aux besoins de leurs ménages. En outre, le FMI estime que 28 pays encourent déjà une dette extérieure de plus de 60 % du PIB, qui risque de les mettre en défaut de paiement.²⁷

Le G20 a commencé à se préoccuper des conséquences à court terme de la crise. Mais, du 1,1 billion de dollars annoncé, en 2009, par le G20, seulement 50 milliards de dollars sont censés se diriger vers les pays les plus pauvres du monde. Bien que le FMI et la Banque mondiale aient introduit de nouvelles formes de protection sociale et réduit le nombre de conditions attachées aux nouveaux prêts, plusieurs des conditions qui subsistent (y compris les gels ou réductions de salaire du secteur public, les gels de pensions, les augmentations du prix des services publics et des taux d'intérêt, les prix des services publics et l'augmentation des taux d'intérêt) pourront compromettre les tentatives d'augmenter cette protection.

En 2010, les dirigeants du G8 auront l'opportunité d'entreprendre la transformation de l'économie mondiale, à la fois de ses systèmes et de ses institutions, de manière à ce qu'elle puisse fournir travail décent et développement durable dans toutes les parties du monde. Le G8 a la possibilité de corriger les faiblesses structurelles qui ont exacerbé la crise financière et d'aider à construire un secteur public capable de supporter les mesures destinées à atténuer ses effets les plus néfastes, en faisant appel à des réglementations et des politiques plus équitables pour le commerce et la finance, ainsi qu'à la démocratisation des institutions financières internationales (IFI).

Le G8 de Muskoka se doit d'accomplir des progrès à partir des conclusions de la Commission d'experts des Nations Unies sur la réforme du système monétaire et financier international et du document issu de la Conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière mondiale et ses répercussions sur le développement, en annonçant des initiatives précises appelant à une reprise économique mondiale durable qui servirait de transition vers une économie verte à faible émission de carbone

²⁷ The Implications for the Global Financial Crisis for Low income Countries, International Monetary Fund, March, 2009, page 35.

Nous pouvons : apporter une aide immédiate aux pays en voie de développement qui font face à la crise en

- Fournissant des subventions d'urgence aux pays en développement, leur permettant de poursuivre leurs propres politiques anticycliques comprenant des filets de sécurité sociale, des mesures de protection des moyens de subsistance pour les pauvres et de renforcer la prestation de services publics essentiels. Ces subventions devraient être exemptes de conditions politiques néfastes limitant l'adhésion démocratique à des priorités de développement définies par ces pays.
- Acceptant d'effacer 100 % de la dette de tous les pays pauvres endettés, en tenant compte des conséquences de la triple crise : financière, de sécurité alimentaire et de changement climatique. Une initiative renouvelée du G8 relativement à la dette devrait pouvoir favoriser l'établissement d'un mécanisme de réduction de la dette des États souverains à la fois équitable, transparent et indépendant. Un tel mécanisme devrait pouvoir aider à assurer le caractère responsable de tout prêt effectué dans l'avenir et faire progresser le débat sur les dettes odieuses et illégitimes.

Nous pouvons : démocratiser les institutions financières internationales

- Donner de l'impulsion aux efforts de démocratisation de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international par le biais d'une responsabilisation significative vis-à-vis des Nations Unies et des normes reconnues en matière de droits de la personne, du travail et de l'environnement. Le G8 se doit de respecter le développement d'initiatives régionales monétaires et financières qui favorisent un développement humain et économique durable.
- S'engager à favoriser l'entière participation de la société civile dans la prise de décision au niveau national et au sein des milieux de travail à travers le monde. Les libertés et droits fondamentaux à la participation devraient être la marque distinctive des décisions du sommet du G8, y compris la possibilité pour les travailleurs et travailleuses, ainsi que pour les syndicats, de mener une campagne auprès des employeurs pour qu'ils effectuent les changements qui s'imposent dans la production et pour les pauvres et les groupes vulnérables de définir un avenir qui réponde à leurs préoccupations.

Nous pouvons : déterminer des nouvelles règles pour le commerce et la finance

- Créer des nouvelles règles en vue de la réglementation à la fois des mécanismes et des flux monétaires de la finance mondiale, y compris des fonds de couverture, des paradis fiscaux et des mouvements de capitaux spéculatifs. De telles règles devraient assurer que les institutions financières, les marchés et les produits financiers soient transparents et comptables vis-à-vis du public.
- S'engager en faveur de la réglementation d'un nouvel accord de commerce multilatéral donnant la priorité au développement. Ceci devrait comporter de nouveaux mécanismes visant à réglementer l'instabilité des cours des produits de base, des outils destinés à appuyer les industries naissantes et les petits exploitants agricoles dans les pays en développement, ainsi que l'élimination rapide des subsides agricoles néfastes. Un tel accord devrait permettre plus de possibilités pour les pays pauvres de protéger les emplois et la santé publique et de contrôler la cadence et l'ampleur de la libéralisation, particulièrement dans les services financiers et autres

Nous pouvons : effectuer une transition vers une économie durable

- Promouvoir une stratégie de reprise internationale coordonnée donnant la priorité à la création

d'emplois verts et décents ainsi qu'aux investissements publics.²⁸ Des mesures devraient être introduites pour réduire les situations de chômage et de pertes de salaire et pour maintenir le pouvoir d'achat des personnes à faible salaire, y compris les ménages à un seul soutien, qui sont dans leur grande majorité dirigés par une femme.

- Favoriser des mécanismes financiers innovateurs en vue de se conformer aux exigences financières urgentes requises par le changement climatique et le développement des OMD, tels que : appuyer la taxe actuelle sur les billets d'avion dans 13 pays européens et en développement; une taxe sur les émissions de carbone des pays riches (ou une solution équivalente); une taxe sur les opérations monétaires et les opérations financières mondiales.²⁹

Troisième priorité : intervenir sur le changement climatique

Le changement climatique fut une priorité à l'ordre du jour au Sommet du G8 de 2009 à l'Aquila. Tout juste six mois après la conférence sur le climat qui aura lieu à Copenhague, le Sommet du G8 de 2010 sera probablement la première réunion des dirigeants influents à laquelle les gouvernements du G8 pourront donner suite aux engagements pris lors de cette conférence, y compris sur les mesures d'atténuation qui sont urgentes (initiative de réduction des émissions), et apporter leur appui à l'adaptation pour ceux qui sont affectés par les conséquences du changement climatique. Cela ferait suite à « l'engagement ferme » des dirigeants du G8 en 2009 envers « une conclusion d'un accord post 2012 mondial, de grande envergure et ambitieux à Copenhague », et à leur reconnaissance de la « perspective scientifique que l'augmentation de la température moyenne mondiale au-dessus des niveaux préindustriels ne doit pas dépasser 2 °C. »

Perspective : s'engager à ratifier un accord de Copenhague solide

Le Canada et les autres membres du G8 devraient exercer un rôle de chef de file en faisant en sorte qu'un solide accord de Copenhague soit rapidement mis en oeuvre tout en offrant leur appui à l'établissement de la version finale de l'accord, en vertu du processus de négociation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), au cas où certaines dispositions de l'accord étaient restées en suspens.³⁰

Nous pouvons :

- Presser les dirigeants du G8 à la réunion de Muskoka d'annoncer aussitôt que possible leurs plans de ratification de l'accord de Copenhague dans leurs assemblées législatives respectives. Si certaines dispositions de l'accord devaient toujours faire l'objet d'une mise au point définitive, les pays du G8 auront la possibilité de prendre l'engagement d'établir la version finale aussitôt que possible en faisant appel à un processus ouvert et équitable.

²⁸ Tel que compris par l'OIT et le PNUE à l'occasion de leur recherche de septembre 08 portant sur les emplois verts en tant que solution à la crise climatique.

²⁹ Cette taxe sur le transport aérien produit actuellement 200 millions de dollars annuellement, tandis qu'une taxe sur le carbone pourrait rapporter, chaque année, 130 milliards et une taxe sur les opérations monétaires, 33,4 milliards annuellement, sans causer de distorsion dans les marchés si elle était imposée au taux modeste de 0,005 %, par an, sur toutes les opérations de change. Actuellement, une modeste taxe sur les opérations financières pourrait aisément rapporter plus de 100 milliards par an. Le Royaume-Uni prélève une taxe sur les opérations boursières qui génère approximativement 30 milliards par an.

³⁰ Cette recommandation sera mise à jour de manière à refléter les conclusions des négociations de la CCNUCC de Copenhague, après leur aboutissement le 18 décembre 2009.

Perspective : faire progresser la mise en oeuvre nationale des plans destinés à atteindre les objectifs d'atténuation des pays du G8

Atteindre les cibles d'émission établis scientifiquement devant faire l'objet d'un accord à Copenhague ne manquera pas de requérir une action politique nationale ambitieuse de la part des pays du G8, y compris une tarification efficace du carbone et une mise à niveau des investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ces investissements dans l'économie propre du 21^e siècle produiront des avantages économiques, comprenant des emplois nouveaux et décents, en plus des gains écologiques qu'ils vont pouvoir réaliser.

Nous pouvons :

- Augmenter de façon appréciable notre appui aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, préalablement au sommet des dirigeants, tout en démontrant que des progrès rapides sont accomplis relativement à la mise en pratique d'un plafonnement des émissions à l'échelle de l'économie globale (ce que le gouvernement du Canada a prévu de définir à l'automne 2009).
- Renforcer immédiatement nos cibles d'émissions nationales pour 2050 afin de les aligner sur l'appui donné, à L'Aquila, envers l'objectif « de réduire les émissions de gaz à effet de serre des pays développés de 80 % ou plus globalement d'ici 2050 comparativement à 1990 ou aux années plus récentes ». La cible actuelle du Canada pour 2050 - 60 à 70 % sous le niveau de 2006, ou 51 à 63 % sous le niveau de 1990 – ne permettra pas d'atteindre cette cible.

Perspective : mettre rapidement en oeuvre les engagements financiers relatifs aux initiatives climatiques dans les pays en voie de développement

En vertu de la convention des Nations Unies sur le climat de 1992, les pays développés ont accepté l'obligation de fournir un soutien financier aux pays en développement afin qu'ils puissent réduire leurs émissions et s'adapter au changement climatique. La présence de multiples estimations démontre qu'il sera nécessaire de prévoir un nouveau financement public additionnel de l'ordre d'au moins 100 milliards de dollars par an. Les sources actuelles de financement climatique ne sont pas près de répondre aux besoins. En tant que première étape vers la détermination d'un mécanisme visant à obtenir la totalité du financement nécessaire qui, selon l'accord de Copenhague, doit être effectif en 2013, les pays du G8 doivent s'assurer que tout besoin futur, résiduel et à court terme, en matière d'adaptation, identifié par les pays moins avancés, doit être entièrement satisfait.

Nous pouvons aussi agir de la façon suivante

- Les pays les plus pauvres ont déterminé qu'une somme dépassant largement 1,5 milliard de dollars est nécessaire pour couvrir les besoins en matière d'adaptation par le biais du Fonds des pays les moins avancés des Nations Unies. Dès que possible, le Canada devrait offrir sa juste part en tant que contribution aux besoins totaux, ce qui se situe dans l'ordre de 100 millions de \$ C.
- Les pays du G8 pourraient aussi oeuvrer de manière à assurer que le financement et les cadres de l'adaptation rencontrent les besoins en matière de prévention des catastrophes et d'atténuation des conflits tout en augmentant la capacité d'adaptation des femmes et des hommes particulièrement vulnérables.